

à la productivité économique. Cessons donc de parler de 115,000 chômeurs de moins; disons plutôt 63,000 de moins.

Honorables sénateurs, j'aimerais faire quelques observations au sujet de nos échanges commerciaux. Nous sommes très contents du niveau élevé de l'ensemble de nos échanges. Leur valeur en argent n'a jamais été plus élevée, mais ce n'est pas tout, et n'allons pas nous faire d'illusions et croire que tout va très bien, simplement parce que les montants de nos échanges sont plus élevés.

Le fait est que même si la valeur en argent de nos exportations a augmenté d'environ 70 p. 100 depuis dix ans, il y a eu en réalité une contraction d'environ 20 p. 100 par rapport à notre produit national brut. Donc, une augmentation de 70 p. 100 dans la valeur en argent de nos exportations, mais en fait, une contraction d'environ 20 p. 100 par rapport à notre produit national brut. Ce fait, à lui seul, est loin d'être rassurant, surtout quand nous nous vantons d'être l'un des grands pays commerçants du monde dans une économie mondiale en expansion rapide. Mais où en sommes-nous, en tant que commerçant mondial? Maintenons-nous nos positions? Non, c'est certain. Une constatation qui devrait nous faire abandonner notre optimisme béat, c'est bien le fait, très désagréable et inquiétant, que depuis l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement, le Canada est descendu du quatrième au cinquième rang parmi les pays commerçants.

Personne ne niera que si la tendance ne se renverse pas, nous aurons une catastrophe économique mais là aussi, en dépit de ce recul du commerce, je ne suis pas prêt à dire que le Canada est perdu. Je le répète, je ne suis pas pessimiste. Je suis optimiste et je suis sûr qu'il n'y aura plus de grande baisse si le gouvernement, envisageant la situation telle qu'elle est, prend des mesures hardies et constructives—qu'il hésite à prendre pour une raison ou une autre—pour sauvegarder les intérêts à long terme du pays.

Quelle est la position du Canada dans le commerce international? Nous aimons à croire que notre commerce est multilatéral, mais les chiffres nous montrent que nos échanges s'effectuent avec comparativement peu de pays et qu'en réalité le Canada, qui parle tant d'échanges multilatéraux, ne les pratique pas. En effet, la plupart de nos échanges s'effectuent de trois côtés seulement.

En 1960, la dernière année dont nous avons tous les chiffres, plus des quatre cinquièmes de nos exportations sont allées aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les pays du Marché commun. Les États-Unis sont de loin nos meilleurs clients. Ils ont absorbé 55.7 p. 100 de notre commerce. A propos, les

15 p. 100 de nos importations que nous devons réorienter des États-Unis vers le Royaume-Uni, comme le premier ministre l'avait annoncé, n'ont naturellement pas été réorientés. Les changements qui se sont produits dans nos importations, soit de provenance américaine, soit de provenance britannique, sont sans importance; on pourrait croire que le premier ministre a abandonné sa promesse comme si c'était une cause perdue.

Mais revenons à la prétendue politique canadienne du commerce multilatéral. Je le répète, les États-Unis ont absorbé 55.7 p. 100 de notre commerce, le Royaume-Uni 17.4 p. 100 et les pays du Marché commun 8.3 p. 100. Cela représente au total 81.4 p. 100, ne laissant que 18.6 p. 100 de notre commerce d'exportation réparti entre nos 22 partenaires commerciaux.

Je parle, bien entendu, du commerce d'exportation, et je veux souligner par là que nos intérêts commerciaux sont liés avec ceux des États-Unis et du Marché commun, y compris le Royaume-Uni; dès que ces pays auront conclu un nouveau traité commercial, dont les négociations seront bientôt terminées, le Canada ne pourra rester à l'écart. Les États-Unis s'efforcent de conclure des accords commerciaux satisfaisants avec le Marché commun élargi. Le Canada ne peut se permettre de se dissocier des États-Unis. C'est évidemment un grand défi pour le Canada, et nous n'avons aucune excuse de n'être pas prêts à le relever.

En vérité, on ne pourra pas dire que le gouvernement n'avait pas été prévenu de l'orientation nouvelle qu'est en train de prendre le commerce international, surtout l'Europe. En cette Chambre, l'honorable Wishart Robertson, appuyé par quelques autres collègues, a présenté une résolution portant avec éloquence à l'attention du gouvernement les événements qui se produisaient en Europe. Le gouvernement aurait dû prendre des mesures dynamiques à ce moment-là, mais il n'a rien fait, se reposant sur ses lauriers, quand il aurait dû savoir que les choses étaient loin d'aller bien. Il n'est peut-être pas encore trop tard, et il est rassurant de savoir, quoique un peu tard, que le gouvernement prend enfin des mesures en vue de sauvegarder nos échanges avec les États-Unis et avec le Marché commun qui sera élargi et avec lequel, en ces dernières années, nous avons fait 81.4 p. 100 de nos échanges commerciaux.

Honorables sénateurs, permettez-moi de résumer ma thèse par les brèves formules suivantes:

1. Comme chacun s'en rend compte, le commerce d'exportation est essentiel au bien-être du pays.